



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 26 November/novembre 2007

CDL-PV(2007)003
Or. Engl./fr.

COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT
(COMMISSION DE VENISE)

EUROPEAN COMMISSION FOR DEMOCRACY THROUGH LAW
(VENICE COMMISSION)

72^e SESSION PLENIERE
72nd PLENARY SESSION

(Venice, 19-20 October 2007)
(Venise, 19-20 octobre 2007)

RAPPORT DE SESSION

SESSION REPORT

TABLE OF CONTENTS/TABLE DES MATIERES

TABLE OF CONTENTS/TABLE DES MATIERES	2
1. Adoption of the Agenda	3
2. Commémoration d’Antonio La Pergola	3
3. Communication du Secrétariat	3
4. Coopération avec le Comité des Ministres	3
5. Coopération avec l’Assemblée parlementaire	4
6. Coopération avec le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l’Europe	5
7. Procédure pour l’élection du Président	6
8. Suites données aux avis précédents de la Commission de Venise	6
- <i>avis intérimaire sur la Constitution du Monténégro</i>	<i>6</i>
- <i>avis concernant le projet de loi sur le statut juridique d'une église, d'une communauté religieuse et d'un groupe religieux de « l'ex-République yougoslave de Macédoine »</i>	<i>6</i>
9. Rapport des réunions du Conseil des élections démocratiques et de la réunion conjointe avec la sous-Commission sur la protection des minorités (2 juin et 18 octobre 2007)	6
10. Azerbaïdjan	7
11. Bulgarie	8
12. Finlande	10
13. Moldova	10
14. Serbie	11
15. Ukraine	12
16. Autres développements constitutionnels	12
- <i>France</i>	<i>12</i>
- <i>Kazakhstan</i>	<i>13</i>
- <i>Kyrgyzstan</i>	<i>14</i>
- <i>Mexico</i>	<i>14</i>
- <i>Pays-Bas</i>	<i>14</i>
- <i>Turkey</i>	<i>15</i>
17. Exchange of views with the Union of Arab Constitutional Courts and Councils on “the limits of constitutional control”	15
18. Rapport de la réunion de la Sous-Commission sur les institutions démocratiques (18 octobre 2007)	16
19. Council of the Judiciary	16
20. Autres questions	17
21. Dates des prochaines sessions	18
LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS	19

1. Adoption of the Agenda

The agenda was adopted as it appears in document CDL-OJ(2007)003ann.

2. Commémoration d'Antonio La Pergola

La Commission rend hommage à la mémoire d'Antonio La Pergola qui s'est éteint le 18 juillet 2007.

Lors d'une cérémonie de commémoration, la Commission entend des hommages au défunt Président de la part de M. Gianni Buquicchio, M. Jan Helgesen, M. Ergun Özbudun, M. Sergio Bartole ainsi que des remerciements de Mme Annarosa La Pergola.

Le Bureau élargi a décidé de publier des Mélanges en l'honneur de M. la Pergola; M. van Dijk coordonnera et préparera en coopération avec le Secrétariat la publication. Tous les membres sont invités à faire parvenir leurs contributions en vue d'une publication fin 2008.

3. Communication du Secrétariat

M. Gianni Buquicchio informe la Commission que M. Bianku membre au titre de l'Albanie et Mme Lazarova, membre au titre de l' « Ex-République yougoslave de Macédoine » ont été élus juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme et vont par conséquent quitter la Commission.

La Commission est informée de la nomination de nouveaux membres : M. Vila Amigo au titre de l'Andorre, M. Papuashvili, au titre de la Géorgie, M. Hoffmann-Riem au titre de l'Allemagne. Mme Amparo Casar Perez a été désignée en tant qu'observateur au titre du Mexique. Enfin la Commission accueillera pour la première au titre d'invités spécial l'Union des Cours constitutionnelles arabes lors de la présente session.

4. Coopération avec le Comité des Ministres

L'Ambassadeur Américo Madeira Bárbara, Représentant permanent du Portugal auprès du Conseil de l'Europe évoque les perspectives de coopération de la Commission de Venise avec le Comité des Ministres. Au niveau politique le travail remarquable de la Commission en vue de l'adhésion de pays non-membres du Conseil de l'Europe comme l'excellente coopération que la Commission entretient avec d'autres institutions sont à relever. A cet égard, le Memorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, sous la Présidence portugaise de l'Union Européenne, appelle les deux organisations à utiliser pleinement les compétences de la Commission de Venise ; ce message sera réitéré lors de la 25^e réunion quadripartite qui se tiendra le 23 octobre 2007 .

Dans le domaine de la démocratie véritable, la coopération entre la Commission de Venise et le Forum pour le futur de la démocratie est importante afin de promouvoir le développement de la démocratie, la participation des citoyens et la bonne gouvernance.

L'Ambassadeur Jacobus van der Velden, Représentant permanent des Pays-Bas auprès du Conseil de l'Europe présente à la Commission une publication récente du Conseil scientifique pour la politique gouvernementale des Pays Bas intitulée « From War to the Rule of Law, peace building after violent conflicts » (De la guerre à l'état de droit, consolider la paix après des conflits violents). Cet ouvrage a été rédigé par M. Voorhoeve, membre du Conseil d'Etat, ancien Ministre de la Défense au moment des événements de Srebrenica, et professeur de droit international à l'université de Leiden.

Sur la base de son expérience et de ses recherches, l'auteur se félicite de la création récente de la Commission des Nations Unies pour la Consolidation de la paix et recommande de soutenir et renforcer activement son rôle comme de créer un Centre pour la consolidation de la paix qui pourrait être basé à la Haye. Ces recommandations constituent non pas une menace mais bien une opportunité pour la Commission de Venise d'échanger des idées sur le rôle des organisations internationales dans la consolidation de la paix.

The Commission was informed that the Venice Commission had been requested to provide elements in the context of the preparation by the Committee of Ministers of its reply to PACE recommendations 1791 on the state of Human Rights and Democracy in Europe and 1801 on Secret detentions and illegal transfers of detainees involving Council of Europe member States.

Mr Mifsud Bonnici had prepared a contribution relating to recommendation 1791 in which he expressed the Commission's readiness to assist the Committee of Ministers, should it decide that it is necessary to examine more in detail certain of the matters identified by the Parliamentary Assembly, particularly in the electoral field.

Mr Helgesen had prepared a contribution relating to recommendation 1801, in which he expressed the Commission's readiness to assist the Committee of Ministers in the detailed examination of the national legislation and practice relating to the concepts of "national security" and "state secret" and of the need for the democratic oversight of the foreign intelligence services and of military intelligence services.

The Commission took note of the comments by Messrs Mifsud Bonnici and Helgesen with a view to the preparation of the reply by the Committee of Ministers to PACE Recommendations 1791 (CDL(2007)086) and 1801 (CDL(2007)082).

5. Coopération avec l'Assemblée parlementaire

M. René van der Linden, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, se félicite de la coopération de l'Assemblée parlementaire avec la Commission de Venise. Il rappelle que l'Assemblée parlementaire s'est engagée dans un processus de monitoring des anciens comme des nouveaux pays membres, la Commission sera dans la limite de ses compétences toujours associée à cette activité. Enfin, il félicite particulièrement la Commission pour avoir engagé une coopération étroite avec le monde arabe, considérant que le dialogue interculturel est d'une extrême importance, il encourage vivement la Commission à poursuivre comme elle le fait le dialogue entre juristes sur des questions d'intérêts communs.

M. Erik Jurgens, Président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe rappelle qu'il participe aux sessions plénières de la Commission depuis 14 ans, cette session étant son avant-dernière. S'agissant des développements au sein de l'Assemblée parlementaire, il informe la Commission qu'elle sera sous peu saisie d'un avis sur la définition juridique de l'état de droit. En effet, il apparaît qu'il y ait au sein des pays membres du Conseil de l'Europe une interprétation différente du sens juridique de ce principe fondamental.

Malgré la non ratification par la Russie du protocole 14 à la CEDH, l'Assemblée parlementaire a procédé à l'élection des juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme. Malheureusement cinq listes de candidats ont du être renvoyées à leur gouvernement respectifs pour manque de qualification appropriée de certains candidats. Selon M. Jurgens il appartient au Comité des Ministres d'encourager les gouvernements à présenter des candidats

qualifiés pour ce poste ; la Commission de Venise pourrait également aider à la sélection des candidats.

M. Jurgens informe la Commission que la Commission des affaires juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire a tenu une audition à Paris le 11 septembre 2007 sur « l'adhésion de l'Union européenne/la Communauté européenne à la Convention européenne des droits de l'homme ». M. Pieter van Dijk a préparé une contribution écrite sur ce thème qui avait été distribué lors de l'audition.

La Commission prend note de la contribution écrite de M. van Dijk sur « l'adhésion de l'Union européenne/la Communauté européenne à la Convention européenne des droits de l'homme » (CDL(2007)096).

M. Abdülkadir Ateş, Président de la Commission des affaires politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, informe la Commission que dans le cadre des activités de l'Assemblée relativement aux détentions secrètes, la Commission des affaires politiques a fait une déclaration sur les forces armées privées . La Commission de Venise pourrait donc prochainement être invitée à apporter son expertise sur les forces armées privées. La Commission permanente discutera le 23 novembre à Bratislava le projet de rapport approuvé par la Commission politique sur le vote à distance ainsi que le projet de rapport et de recommandation sur le code de bonne conduite européen sur le vote à bulletin secret, comprenant des lignes directrices pour les personnalités politiques, les observateurs et les électeurs. M. Ateş a été désigné pour préparer et présenter un rapport lors du prochain Forum de la Démocratie, qui se tiendra à Madrid en 2008.

L'Assemblée parlementaire a observé les récentes élections qui se sont tenues en Turquie et en Ukraine. En Turquie, la délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), composée de 36 membres, qui a observé les élections législatives tenues en Turquie le 22 juillet 2007, s'est déclarée positivement impressionnée par l'organisation et le déroulement du scrutin. En Ukraine, la conclusion de la mission internationale d'observation des élections a considéré que les élections législatives se sont déroulées le 30 septembre dans le respect de la plupart des engagements internationaux et des règles des élections démocratiques .

6. Coopération avec le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

M. Micallef informe la Commission des résultats de la 15ème Session de la Conférence des Ministres européens responsables des collectivités locales et régionales qui s'est tenue à Valence les 15-16 octobre 2007 où il a été décidé de lancer une semaine de la démocratie locale organisée annuellement en octobre et pour laquelle les autorités locales organiseront des événements.

Une Charte régionale pour la démocratie est en cours de discussion. Le projet connaît des réticences parmi certaines délégations même si il est soutenu par l'Assemblée parlementaire et le Comité des Régions.

Concernant l'avis demandé à la Commission par la Résolution 232(2007) sur l'élection du Bashkan (Gouverneur) de Gagaouzie (Moldova), le projet d'avis est soumis au CED. La situation locale semble toujours très problématique et non conforme aux standards européens, ce qui est très préoccupant en vue des élections législatives à venir. Enfin, le Portugal a procédé à des modifications aux lois sur les financement des autorités locales ; ces

changements pourraient être considérés comme non conformes à la Charte sur l'autonomie locale.

7. Procédure pour l'élection du Président

Le Bureau élargi a discuté, le 18 octobre 2007, de l'élection du nouveau Président de la Commission. Il a été décidé de désigner un groupe de membres qui recueillerait les candidatures et en référerait au Bureau élargi lors de la prochaine session. Le groupe est composé des membres suivants : MM. Closa Montero, Grabenwarter, Holovaty, Paczolay, Velaers ainsi que de Mme Lazarova. Le délai pour la présentation des candidatures a été fixé au 30 octobre.

8. Suites données aux avis précédents de la Commission de Venise

La Commission est informée des suites données à l'avis suivant :

- *avis intérimaire sur la Constitution du Monténégro* ([CDL-AD\(2007\)017](#));

M. Buquicchio indique que le président du parlement du Monténégro l'a informé que la nouvelle Constitution a été adoptée le 19 octobre. Il semble qu'elle tient compte des principaux recommandations de la Commission de Venise et des engagements pris auprès de l'Assemblée parlementaire.

- *avis concernant le projet de loi sur le statut juridique d'une église, d'une communauté religieuse et d'un groupe religieux de « l'ex-République yougoslave de Macédoine »* ([CDL-AD\(2007\)005](#)).

Mme Lazarova informe la Commission que l'Ex-République de Macédoine a adopté la loi sur le statut juridique d'une église, d'une communauté religieuse et d'un groupe religieux. La majeure partie des recommandations faites par la Commission a été prise en compte. La loi entrera en vigueur à compter de mai 2008.

9. Rapport des réunions du Conseil des élections démocratiques et de la réunion conjointe avec la sous-Commission sur la protection des minorités (2 juin et 18 octobre 2007)

M. van den Brande présente le rapport des réunions.

Lors de sa réunion du 2 juin, le Conseil des élections démocratiques a notamment adopté l'avis sur le secret du vote lors d'élections par le parlement ([CDL-EL\(2006\)036](#)), sur la base d'un rapport de M. Chagnollaud. Il a également discuté, notamment, des amendements au code électoral de l'Albanie et de la révision du code électoral de l'Azerbaïdjan, ainsi que de la révision de la recommandation du Comité des Ministres concernant la couverture des campagnes électorales par les médias.

Lors de sa réunion du 18 octobre, le Conseil des élections démocratiques a adopté :

- l'avis conjoint de la Commission de Venise et de l'OSCE/BIDDH sur les amendements au code électoral de la République d'Albanie ([CDL-EL\(2007\)018](#)), sur la base des commentaires de MM. Pilgrim et Kask ;
- l'avis sur la loi de l'unité territoriale autonome de Gagaouzie relative à l'élection du gouverneur de Gagaouzie (Moldova) ([CDL-EL\(2007\)030](#)), sur la base des commentaires de MM. Darmanovic, Kask et Volla ; M. Esanu signale les difficultés

pratiques pour assurer la conformité de la législation gagaouze avec la législation nationale moldave ;

- le rapport sur la fixation de la date des élections, rédigé par M. Velaers ([CDL-EL\(2007\)028](#)); voir également les documents [CDL-EL\(2007\)005rev2](#), [CDL-EL\(2007\)031](#), [CDL-EL\(2007\)023](#) et [CDL-EL\(2007\)027](#). Ce rapport est favorable à des garanties empêchant qu'une autorité puisse fixer la date des élections de manière arbitraire.

Par ailleurs, le Conseil a été informé de l'avancement des travaux relatifs au droit électoral du Royaume-Uni (notamment au vote postal) et au code de bonne conduite en matière de partis politiques.

La Commission adopte :

- l'étude sur le secret du vote lors d'élections par le parlement, avec un amendement (CDL-AD(2007)034) ;
- l'avis conjoint de la Commission de Venise et de l'OSCE/BIDDH sur les amendements au code électoral de la République d'Albanie (CDL-AD(2007)035);
- l'avis sur la loi de l'unité territoriale autonome de Gagaouzie relative à l'élection du gouverneur de Gagaouzie (Moldova) (CDL-AD(2007)033) ;
- l'étude sur la fixation de la date des élections (CDL-AD(2007)037). La Commission prend note des documents de référence ([CDL-EL\(2007\)005rev2](#), [CDL-EL\(2007\)031](#), [CDL-EL\(2007\)023](#) et [CDL-EL\(2007\)027](#)).

En outre, M. van den Brande indique que la Commission des questions juridiques de l'Assemblée parlementaire a approuvé le Code de bonne conduite en matière référendaire. Celui-ci sera soumis pour approbation à la réunion de la Commission permanente les 22-23 novembre à Bratislava.

Le Conseil des élections démocratiques, lors d'une réunion conjointe avec la sous-commission sur la protection des minorités, a examiné la question du double vote des personnes appartenant à des minorités nationales, sur la base d'un document préparé par le haut-commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales et de contributions de M. Bartole et de Mme Durrieu (voir [CDL-EL\(2007\)020](#) et [CDL-EL\(2007\)025](#)). La question principale est celle des exceptions au principe une personne – une voix possibles pour assurer l'intégration des minorités dans le processus politique. Le secrétariat préparera un document de synthèse pour l'une des prochaines sessions.

10. Azerbaïdjan

Mr Paczolay presented the draft opinion (CDL(2007)090) on the draft amendments to the Law on the Constitutional Court, the Civil Procedural Code and the Criminal Procedural Code of Azerbaijan (CDL(2007)092), drawn up on the basis of comments by Messrs Jarašiūnas (CDL(2007)088), Lee (CDL(2007)089) and himself (CDL(2007)087). He highlighted the following main issues.

The extension of the necessary amount of professional experience from five to ten years could not be made in the Law alone but necessitated a constitutional amendment. The introduction of an age limit of 70 year for judges was in line with European standards. The provision that a judge of the Court should stay in office until his or her successor entered office was welcome because it avoided situations such as the one in Ukraine where the Constitutional Court had become inoperational after the number of judges had fallen below

the quorum (see Opinion on possible Constitutional and Legislative Improvements to ensure the uninterrupted functioning of the Constitutional Court of Ukraine, CDL-AD(2006)016). The amendments to the civil and penal procedure codes were useful to ensure the implementation of the judgments of the Constitutional Court. The provisions on salaries did not give rise to objections. However, the provision allowing the Court to give 'explanations' of its previous judgments should be deleted.

Mr. Jarasiunas insisted that the Law could not make qualifications for judges more stringent than the Constitution had provided for. The clauses on financial issues were difficult to understand and should be clarified.

Mr. Zorkin suggested that the state bodies, which are bound by judgments of the Constitutional Court should not be listed explicitly because there was always a risk that an organ might not be covered. A general reference to "all state bodies" should be sufficient. In addition, he found that explications of judgments can be very useful because the experience in post-communist countries showed that often problems arose in the execution of judgments and such explanations could help in this context.

Mr. van Dijk and Mr. Grabenwarter agreed and pointed out that Protocol 14 to the European Convention on Human Rights included such a possibility. The need for such a provision at the international level was however different from that of a national Court. The European Court of Human Rights might have to explain how a decision given in the context of one member state would need to be understood in relation to other states. In any case, it seemed necessary to restrict the terms of this provision in the Azeri draft. Ms Palma Informed the Commission that all Portuguese courts had the possibility to provide such explanations.

Mr. Holovaty insisted that there was a danger in new democracies that such a possibility could be used to exert political pressure on constitutional courts to change the substance of their judgments after they had been rendered. Ms Suchocka agreed. Mr. Mifsud Bonnici considered that once a court handed down a judgement, it belonged to the public domain and the court no longer had exclusive ownership of it. Consequently, it could not be asked to give binding explanations. Mr. Dutheillet de Lamothe insisted that judgements had to be clear and unambiguous.

The Commission adopted the Opinion on the draft amendments to the Law on the Constitutional Court, the Civil Procedural Code and the Criminal Procedural Code of Azerbaijan with amendments (CDL-AD(2007)036).

11. Bulgaria

Mr. Van Dijk presented his comments (CDL(2007)078) on the Constitution of Bulgaria (CDL(2007)077), requested by the Monitoring Committee of the Parliamentary Assembly. He found that the relationship of national and international law needed to be clarified. His main concern was however that a number of fundamental rights seemed to be guaranteed for citizens only. In the field of the judiciary, the role of the prosecution needed to be better regulated. It should be avoided that prosecutors had a say in the appointment and discipline of judges. The freedom of the bar to organise its own business should also be clarified.

Mr. Hamilton (see document CDL(2007)079) added that previous Venice Commission opinions had recommended the introduction of a qualified vote in Parliament for the election of the parliamentary component of the Supreme Judicial Council. Elections by a simple majority had led to a politicisation of this body in the past. It should also be ensured that the three components of the judiciary - judges, prosecutors and investigators – did not have the

possibility to interfere in each other's affairs. The Judicial Council and the Judiciary as a whole were too dependent on the Ministry of Justice and the resources provided by it. The annual reports by the Supreme Court of Cassation and the Supreme Administration Council to be "passed" by the Supreme Judicial Council and Parliament gave rise to concern. Even though the Constitution stipulated that inspectors should "not interfere" with the work of judges, their powers could have a very chilling effect on judicial independence. Some of the powers of the prosecution were too wide. Cases decided at the European Court of Human Rights also showed that issues of national minorities were not addressed sufficiently.

Mr. Velchev, Prosecutor General of Bulgaria, reminded the Commission of its excellent co-operation with Bulgaria. Following the Commission's suggestions, the judges had been stripped of their full immunity. In practice, the Supreme Judicial Council was not politicised. The parliamentary component was composed of three defence lawyers and professors of law. Additional guarantees were contained in the Law on the Judiciary. There was no risk that prosecutors would dominate the Council because no group could outvote the others. While the Minister of Justice could indeed prepare a budget, this draft was not binding upon the Council. When 'passing' the reports by the supreme courts, the Supreme Judicial Council only ensured that their structure was in conformity with its guidelines but did not control their contents. In practice, such reports were adopted by consensus. It was also clear that the Inspectorate could not look into pending cases. In all cases, the role of the prosecution was restricted to being a party in proceedings. The prosecution's only possibility to 'supervise' the judiciary was by way of appeal to a higher court.

Mr. Tanchev, Judge at the Constitutional Court of Bulgaria, expressed the hope that a number of the suggestions made by the rapporteurs be followed at the next constitutional revision. This concerned especially the position of the ombudsman and the participation of non-EU citizens in local elections. A number of other comments made by the rapporteurs were however based on misunderstandings due to problems of translation. With the exception of Article 25 of the Constitution, which referred to the acquisition of Bulgarian citizenship, the term 'citizens' in fact referred to physical persons.

As concerns the relationship between national and international law, Bulgaria had a monistic system. Since, 1991, Article 5(4) provided that ratified international treaties superseded national laws. A misunderstanding was also at the basis of criticism of Article 1(3) of the Constitution, which was modelled upon Article 3 of the French Declaration of the Rights of Man and the Citizen of 1789 and could not be used against minorities. Finally, Article 9 could not be used as a basis for a *coup d'Etat*. All state powers, not only the army, were part of the sovereign power.

Mr. Jurgens asked whether the Bulgarian Constitution referred to the rule of law as the 'rule of statute' law or in a wider sense. Mr. Tanchev confirmed that the German term 'Rechtsstaat' in its modern interpretation was covered.

Mr. Svoboda also criticised Article 42, which excluded prisoners from elections. Mr. Velchev replied that there were about 9000 prisoners in Bulgaria. Stripping them from the right to vote was a national tradition but this should be reviewed as there was no danger to society. Mr. Tanchev agreed but added that campaigning from prison should be avoided.

Mr. Svoboda also pointed out that Article 18 of the Constitution on exclusive state ownership might be contrary to EU law. Mr. Ladenburger promised to report to the European Commission on this issue. Mr. Tanchev pointed out that the European Commission had not found any problem in this respect when it had assessed the *acquis communautaire*.

Mr. Ladenburger was also critical as concerns the possibility under Article 120 of the Constitution to exclude the control of certain issues from judicial review. He pointed out that the Court of Justice of the European Communities had extended the right to judicial review under

Article 6 ECHR from civil and penal cases to include any subjective right. Mr Velchev informed the Commission that there was already an ongoing national discussion on this issue.

Mr. Maus pointed out that traditionally, the relations between President and Parliament had been delicate in Bulgaria. It seemed that this issue had been overcome.

Mr. Grabenwarter pointed out that restrictions to citizens not only concerned rights but even obligations towards the State (Article 58-61 of the Constitution). He also underlined the general tendency to give the right to vote at local level to all non-citizens.

The Commission decided to send a delegation to Bulgaria in order to discuss the rapporteurs' comments with the Bulgarian authorities and invited them to prepare a draft opinion on the basis of the results of this visit.

12. Finlande

M. Bartole informe la Commission de l'avancement des travaux sur l'évaluation de la Constitution de la Finlande ([CDL\(2007\)073](#)), suite à la visite des rapporteurs (MM. Bartole, Jensen et Paczolay) en Finlande les 7-8 juin 2007. Les observations des rapporteurs font l'objet des documents [CDL\(2007\)074](#), [075](#), [076](#), [083](#), [091](#), 097. En particulier, elles portent sur les points suivants. En matière de politique étrangère, deux points méritent attention : la relation entre le Président de la République et le gouvernement et le contrôle parlementaire sur la politique européenne et étrangère. Comme la politique étrangère relève du président de la République et la politique européenne du gouvernement, l'augmentation des compétences de l'Union européenne a bénéficié au gouvernement. Une autre question méritant examen est le contrôle de constitutionnalité, exercé *a priori* par une commission parlementaire et *a posteriori* par les tribunaux, mais seulement en cas d'inconstitutionnalité évidente. M. van Dijk signale que la formulation et les limitations des droits fondamentaux dans la Constitution finlandaise et dans la Convention européenne des droits de l'homme ne sont pas tout à fait semblables. Dans ses observations, M. Paczolay conseille de maintenir un référendum uniquement consultatif. Mme Err suggère que, notamment, les règles en matière de non-discrimination soient revues. M. Bartole souligne que, s'agissant d'un texte déjà en vigueur, c'est une évaluation générale qui est demandée par le ministère finlandais de la Justice, et non un examen de détail.

M. Tuori indique qu'une nouvelle visite des rapporteurs en Finlande est prévue au début de l'année 2008. Dans un système traditionnellement dualiste, la place des traités internationaux dans l'ordre juridique interne dépend de la nature de l'acte intégrant le traité. Cependant, même si la Convention européenne des droits de l'homme a rang de loi ordinaire, la doctrine et la jurisprudence considèrent généralement que les lois doivent être interprétées conformément aux traités en matière de droits de l'homme ; les garanties constitutionnelles vont au moins aussi loin que la CEDH.

13. Moldova

The Commission was informed that in early September the Chairman of the Constitutional Court of Moldova had requested the assistance of the Venice Commission in relation to the conformity of certain provisions of the Statute of the International Criminal Court with the Constitution of Moldova.

Three questions had been put to the Venice Commission, relating specifically to the compatibility of the provisions of the Moldovan constitution on immunity of the members of parliament and the President of the Republic with the non-exemption under Article 27 of the

Statute of high and elected officials from the jurisdiction of the International Criminal Court, and to the possibility for Moldova to co-operate with the Court despite the constitutional prohibition of extradition of nationals. Examples of national case-law had been requested.

Messers Paczolay, Bianku and Claus Kress had prepared written comments, which had already been transmitted to the Constitutional Court together with a comparative research and the replies from the Liaison Officers of the other European Constitutional or equivalent courts, whom had been consulted on this matter via the "Venice Forum".

The rapporteurs, referring to a previous Venice Commission study on "Constitutional issues raised by ratification of the Rome Statute of the International Criminal Court" and to the case-law of several European countries, concluded that it was possible to interpret the provisions of the Moldovan constitution in a manner which would be in conformity with the obligations which would arise from ratification of the Rome statute. Amending the constitution, particularly concerning the ban on the extradition of nationals, remained an option which would exclude all possible doubts of incompatibility.

The Commission was informed that the Moldovan Constitutional Court had just rendered its decision, which however had not yet been made available in English. The Secretariat would inform the Commission at a forthcoming Session.

The Commission endorsed the rapporteurs' comments on the conformity of certain provisions of the Rome Statute with the Moldovan Constitution (CDL-AD(2007)038) and asked the Secretariat, in the light of the rapporteurs' comments and of the pertinent constitutional case-law, to update the Commission's report on "Constitutional issues raised by ratification of the Rome Statute of the International Criminal Court".

14. Serbia

Ms Suchocka informed the Commission that a Commission delegation, consisting of herself and Messrs Tuori and Grabenwarter as well as Mr Markert from the Secretariat had visited to Serbia on 11-12 September. The visit had a double purpose: to discuss implementation of the new Constitution in the light of the Venice Commission's Opinion and to present comments on the draft law on the Constitutional Court.

As regards the first issue, the main focus had been on discussions with the Minister of Justice on the proposed reappointment procedure for judges. The Minister was determined to subject, in accordance with the Constitutional Law on the Implementation of the Constitution, all sitting judges to such a procedure. The Commission delegation had doubts about the feasibility of the undertaking and its compatibility with judicial independence but nevertheless offered its assistance.

The draft law on the Constitutional Court was in many respects very imprecise and the authorities seemed more interested in the quick adoption of the law in order to enable the setting up of the Court than in the quality of the law. A more recent draft had been prepared by the Ministry of Justice but this draft had never been translated. It seemed therefore superfluous to adopt a formal opinion on the earlier draft.

The Commission endorsed the comments by Mr Grabenwarter, Ms Suchocka and Mr Jowell on the draft law on the Constitutional Court. ([CDL\(2007\)065](#), [066](#) et [067](#)).

15. Ukraine

Mr Paczolay recalled that the Commission had previously and repeatedly criticised the provision of the Ukrainian constitution providing for the imperative mandate for the members of the parliament. It had also previously examined and strongly criticised a draft law introducing the so-called imperative mandate at the local level.

The draft amendments to the law on the status of people's deputy, now under examination, aimed at introducing at the state level the imperative mandate thereby implementing the pertinent constitutional provision. The Commission could not but reiterate that the principle of imperative mandate was at odds with European standards. The draft law ought not to be enacted and the Ukrainian constitution should be modified on this point.

The Commission adopted the opinion on the draft amendments to the law on the status of people's deputy (CDL-AD(2007)031).

16. Autres développements constitutionnels

- France

M. Jean Louis Debré, Président du Conseil constitutionnel de la France informe la Commission de l'évolution du rôle du Constitutionnel qui est en cours.

Le Conseil constitutionnelle français est une institution de 50 ans dont le rôle actuel est différent de celui imaginé lors de sa création.

Trois caractéristiques gouvernent le Conseil constitutionnel, gardien de la Constitution et garant des libertés et valeurs de la République.

- Le Conseil ne connaît qu'un contrôle a priori : dans le cadre du processus législatif il est le gardien de la constitution.
- Le Conseil constitutionnel peut être saisi par les autorités politiques : ceci constitue un des principaux droit de l'opposition parlementaire.
- Le Conseil doit statuer dans un délai d'un mois à compter de sa saisine.

La réforme en cours va permettre à des citoyens de soulever l'inconstitutionnalité des textes devant les instances juridictionnelles, il s'agit donc d'introduire un contrôle par voie d'exception.

Cette réforme a trois intérêts :

- La réforme confère des droits nouveaux au citoyen.
- Elle fera disparaître de l'ordre juridique des textes qui ne sont plus conformes aux exigences juridiques en cours.
- Elle répond à un souci de hiérarchie des normes. Le contrôle de conventionalité est devenu à l'heure actuelle plus important.

Il s'agit par conséquent de mettre en parallèle le contrôle de conventionalité et le contrôle de constitutionnalité. En effet, en France le contrôle de conventionalité et de constitutionnalité se sont rapprochés dans le domaine des droits de l'homme par exemple. Le contrôle de conformité de la loi aux traités internationaux ne permet pas de régler les différences de jurisprudence entre les instances juridictionnelles suprêmes. Le contrôle de conventionalité est important mais il ne permet que d'écarter une disposition mais pas de l'éliminer. Introduire par conséquent un

contrôle par voie d'exception permettra une meilleure articulation entre le contrôle de constitutionnalité et le contrôle de conventionalité.

M. Jowell rappelle que même dans des démocraties bien établies, une révision de la constitution ou des organes constitutionnels peut être envisagée ; cela prouve que les outils démocratiques peuvent être toujours améliorés .

- *Kazakhstan*

The President of the Constitutional Council of Kazakhstan, Mr. Rogov, presented the constitutional reform adopted in May 2007. A constitutional commission, composed of representatives of state bodies and political parties, had worked on the draft for one year, studying international practice and especially that of transitional countries. Some ideas might seem new to Europeans but they reflected traditional Kazakh values. The reform resulted in a first step from a presidential system towards a mixed system. The amendments concerned in particular:

- Before nominating the Prime Minister, the President now had to consult with the political parties. Both chambers of Parliament, not only the – traditionally pro-presidential - upper chamber now participated in the election of the Prime Minister.
- The two members of the Constitutional Council appointed by the two chambers of Parliament were now elected by the chambers as a whole and not only designated by their respective chairmen.
- The State was now allowed to finance political parties.
- Nine members of the lower chamber of Parliament (*Majlis*) were now elected on an ethnic basis.
- Government needed to seek a vote of confidence from a newly elected Parliament.
- The constitutional amendments provided for new powers of Parliament to supervise the execution of the State budget.
- The term of office of the President of the Republic had been reduced from seven to five years and there was no longer any limit on the number of consecutive mandates the President could hold.
- Regional governors could now only be removed from office following approval by the local assemblies.

In the field of human rights, the moratorium on the execution of the death penalty remained in force. The death penalty could only be pronounced for war crimes and acts of terrorism, which were seen as being equivalent to war crimes. Persons could only be arrested upon a warrant by a judge. Kazakhstan had signed the International Covenant on Civil and Political Rights, which was expected to be ratified soon.

The recent parliamentary elections had strengthened democracy in Kazakhstan. 65 per cent of the population had participated in the vote, out of which 80 per cent had voted in favour of the ruling OTAN party. Such a high percentage might seem odd in European eyes but this was a result of paternalistic traditions in Kazakhstan. The President of the Republic had remained president of the OTAN party and the vote had thus become a vote of confidence in the President. International election observers had found the vote to be transparent and free on the whole.

Having followed the discussions on the imperative mandate during the plenary session (see point 16 - Ukraine), Mr. Rogov found that the people had voted for a party and it was legitimate to ask a member of Parliament to follow the line of the party on behalf of which he had been elected.

In conclusion, Mr. Rogov, found that Kazakhstan was coming closer to European standards. However taking into account its specific geopolitical position, Kazakhstan was developing on an evolutionary path for which he was counting on European understanding.

- *Kyrgyzstan*

Mr Markert informed the Commission that the Constitutional Court of Kyrgyzstan had adopted on 14 September a decision according to which both the version of the Constitution approved by parliament in November 2006 and the version approved in December 2006 were declared void due to procedural violations when they were adopted. The President thereupon issued on 19 September a decree calling for a referendum on 22 October on a new version of the Constitution and a new electoral code based on a purely proportional system. The new Constitution maintained some achievements of earlier drafts in the human rights field and contained some improvements in the area of the judiciary in accordance with earlier requests by the Commission. By contrast, it very much concentrated powers in the hands of the President. Adoption of the electoral code by referendum meant that future amendments would also require a referendum.

- *Mexico*

Ms Amparo Casar informed the Commission that 5 bills for the reform of the state were underway. As a first step, an electoral reform law had been adopted focusing on regulations for the electoral campaign, the use of public media and electoral disputes. The main aim was to reduce election campaign expenditure. Less positive was that at the same time there had been an encroachment on the independence of the Federal Election Institute and that the rule preventing the re-election of members of parliament had not been abrogated. Further shortcomings of the Constitution had to be addressed and, in particular, the interaction between executive and legislature had to be improved following the end of domination by one party. The opposition favoured moving to a parliamentary system while the majority preferred modernising the presidential system.

- *Pays-Bas*

M. Ernst Hirsch Ballin, Ministre de la Justice des Pays-Bas, s'adresse à la Commission. Il souligne le rôle de la Commission de Venise dans le développement de la primauté du droit et de la démocratie en Europe et au-delà et l'importance que lui accorde le gouvernement des Pays-Bas.

Concernant le droit constitutionnel des Pays-Bas, il mentionne deux points :

- En premier lieu, les Pays-Bas ne connaissent pas de contrôle de la constitutionnalité des lois. Par contre, les tribunaux contrôlent la conformité des lois aux traités incorporés dans le droit néerlandais, et notamment aux dispositions des traités en matière de droits de l'homme proches de celles de la Constitution. La question de l'introduction du contrôle de constitutionnalité est maintenant soumise au Sénat néerlandais.
- En deuxième lieu, la Constitution néerlandaise ne prévoit pas le référendum, mais la loi le permet. C'est ainsi que s'est tenu le référendum sur la Constitution européenne. Un référendum ne devrait pas avoir lieu sur le nouveau traité européen.

Sur le premier thème, M. Tuori souligne que, peu à peu, les pays dépourvus de cours constitutionnelles doivent repenser la question du contrôle de constitutionnalité. En effet, les cours constitutionnelles deviennent de plus en plus nombreuses en Europe et dans le monde, comme le remarque à son tour M. Jowell. Même des Etats du Commonwealth qui n'en connaissaient pas jusqu'à présent (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande), de même qu'Israël, se posent la question de leur introduction.

- *Turkey*

Mr Özbudun informed the Commission that he had been asked by the Prime Minister to chair a committee of experts drafting a new Constitution. The text of his expert group was a preliminary draft submitted to the governing party but not yet approved by it. Following this approval public debate would ensue and the draft could then be introduced into parliament by one-third of the deputies.

The overall aim was to prepare a civilian and democratic constitution, raising human rights standards to a universally accepted level and based on a parliamentary system of government. Articles 1 to 3 of the present Constitution setting out the main constitutional principles would remain unchanged. The state would be republican, democratic, secular and unitary, respecting human rights and based on the rule of law. The drafting of the human rights articles closely followed the European Convention. Under the text the Constitutional Court would have the possibility to declare any national law null and void if it contradicted international human rights treaties. The powers of the President would be reduced although he would be directly elected. The High Military Administrative Court of Appeals would be abolished.

Mr Ateş criticised the untransparent procedure chosen for drafting the text without any consultation of civil society or bodies such as the bar, the judiciary or the university. Contrary to a decision by the European Court of Human Rights the draft aimed at allowing the headscarf in universities.

Mr Özbudun pointed out that, while the Court had accepted the present ban on headscarves as being consistent with Turkey's commitments under the ECHR, it had in no way requested such a ban. The present draft was only the first step in the procedure and there would be large scope for public debate later on.

17. Exchange of views with the Union of Arab Constitutional Courts and Councils on "the limits of constitutional control"

Mr. van der Linden welcomed the delegations from the member courts of the Union of Arab Constitutional Courts and Councils (UACCC) underlining the importance of the dialogue between Europe and the Arab World. Justice Afif Mokkadem of the Constitutional Council of Lebanon, representing the Presidency of the Union, and Mr. Abdelkader Abdallah, Secretary General of the Union and Vice-President of the Supreme Constitutional Court of Egypt, thanked the Venice Commission for the invitation to Venice. The purpose of the UACCC was to foster scientific exchange of experiences through seminars and legal studies between its member courts on the basis of the judicial principles of democracy, human rights and the rule of law. The Union was open to all Arab states, which had established constitutional control. Two systems predominated: that of constitutional councils in francophone countries and that of constitutional courts. In one of its seminars, the Union had already dealt with the issue of limits of constitutional control, which was the subject of the present exchange of views.

On behalf of the Government of Norway, Mr. Helgesen informed the Commission that Norway attached great importance to the co-operation with the Arab world. Norway supported financially the programme of co-operation between the Union of Arab Constitutional Courts and Councils and the Venice Commission. This programme comprised seminars, contributions of the Arab courts to the Commission's CODICES database, translations of case-law and contributions to the Union's library. Mr. Maus stressed the importance of Arab contributions to the international dialogue on constitutional issues.

In their key-note presentations, Mr. Benjelloun, President of the Constitutional Council of Morocco and Judge El-Bestry of the Commissionary Board of the Supreme Constitutional Court

of Egypt presented constitutional councils and constitutional courts in the Arab countries respectively (see documents CDL(2007)102 and 103). For the Venice Commission, Mr. Dutheillet de Lamothe presented the various models of constitutional review in Europe (CDL(2007)100).

The discussions evolved around the advantages and disadvantages of the various models of constitutional control in Europe and the Arab countries including specialised and diffuse systems. It was pointed out that there are a number of limits to constitutional control. The first type related to the type of constitutional control and the various forms of appeal (e.g. *a priori*, *a posteriori* control, authorities and persons allowed to appeal to the court). The judge is bound by various factors like the grounds given in the appeal, precedents and international law, especially in the field of human rights. The second type related to constitutional judges themselves who have to take into account possible results of their judgements in the light of the specific constitutional situation in their country.

In conclusion, Mr. Buquicchio thanked the Norwegian and Italian Governments for their financial contribution to the co-operation between the Union of Arab Constitutional Courts and Councils and the Venice Commission. He expressed his confidence that the present exchange of views had contributed to establishing firm ties between the Arab courts and the Venice Commission.

18. Rapport de la réunion de la Sous-Commission sur les institutions démocratiques (18 octobre 2007)

M. Jowell, Président de la Sous-Commission sur les institutions démocratiques informe la Commission de l'avancement des travaux de l'étude sur le contrôle démocratique des forces armées. Au vu du document soumis à la Sous-Commission cette étude donne une vision très approfondie de tous les mécanismes de contrôle des forces armées existants soit sur le plan national ou international. M. Jowell souligne l'engagement des membres du groupe de travail et de certains experts qui a abouti à une étude de très haute qualité. En vue de son adoption lors de la session de décembre, il a été décidé d'envoyer le projet d'étude à tous les membres de la Commission afin que ceux-ci puissent compléter ou corriger les références faites à leur pays ; la structure de l'ensemble de l'étude ne devant pas être remise en cause. A cet effet, le Secrétariat enverra, à la mi-novembre, une version du projet, aux membres de la Commission ; leurs commentaires devront parvenir au Secrétariat avant la fin novembre afin d'être intégrés dans la version finale.

19. Council of the Judiciary

Ms Suchocka presented her comments (CDL(2007)093) on draft opinion N° 10 of the CCJE on the Council of the Judiciary. She explained that the Committee of Ministers of the Council of Europe had asked the Consultative Council of European Judges to prepare an opinion on Judicial Councils and to consult with the Venice Commission on this issue. As a contribution to this opinion, the Commission had adopted its Report on Judicial Appointments at its March session (CDL-AD(2007)028). This report had been presented at the meetings of the working group of the Consultative Council (CCJE-GT) in Rome and Graz in March and June 2007. Since then, the CCJE-GT had prepared a draft opinion (CCJE-GT(2007)5prov2) and asked the Venice Commission to comment on it.

Ms Suchocka underlined that the Commission's report and the CCJE draft opinion coincided in most parts. Nonetheless a certain number of divergences existed. They often relate to varying degrees of importance placed on one or the other point. Divergences remain in the field of the chair of the Judicial Council (non-judicial – Venice Commission or judicial – CCJE-GT) and disciplinary procedures (outside appeal to court - Venice Commission vs. internal appeal within Council – CCJE-GT). While the Venice Commission

had recommended that a substantial element or a majority of the members of the Judicial Council should be elected by the Judiciary itself, the CCJE-GT considered that, "seventy-five per cent of the members should be judges". The Commission also considered that non-judicial members of the Council should be elected by Parliament whereas the CCJE-GT recommended a "system that entrusts appointments to non political authorities".

Ms Err pointed out that the participation of the Minister of Justice in the Judicial Council was inappropriate because it could give the public a negative impression on the independence of the judges. Mr. Holovaty pointed out that in Ukraine there was a majority of judges in the judicial council but two thirds of them were court presidents who themselves were appointed and dismissed by the President of the Republic. Mr. Nicolatos insisted that in Cyprus all members of the judicial council were judges of the Supreme Court. However, they did not suffer from a lack of democratic legitimacy because they were elected by Parliament.

Ms Esanu feared that the CCJE wanted to withdraw the judiciary from any control by society. A judicial council composed of a large majority judges would lead to judicial corporatism. Mr. Dutheillet de Lamothé agreed that a seventy five per cent majority of judges as proposed by the CCJE-GT would lead to corporatism. Transparency of the judicial council was the key to its success.

Mr. Mifsud Bonnici informed the Commission that as President of the Republic he had abstained from participating in the Judicial Council in disciplinary matters because it would be his responsibility to expel a judge following the Council's decision.

Ms Suckocka agreed that the participation of the Minister of Justice in the Council was a delicate issue and safeguards were necessary. However, the Minister should not be completely cut from the Judiciary. Clearly, in (semi-)presidential systems, the Head of State should not be a member of the judicial council. In its report, the Commission had had to take into account the situation in various countries.

The Commission adopted the comments on draft opinion N° 10 of the CCJE on the Council of the Judiciary with slight modifications (CDL-AD(2007)032).

20. Autres questions

Un des grands succès de la Commission de Venise dans les nouvelles démocraties a été la création de cours constitutionnelles. A l'heure actuelle, il y a de plus de plus de discussions dans les Etats dépourvus de cour constitutionnelle s'il faudrait instaurer une telle juridiction. Il serait intéressant d'organiser en 2009 une conférence à laquelle participeraient à la fois les Etats qui connaissent une cour constitutionnelle et ceux qui n'en connaissent pas. Les Etats intéressés à héberger une telle conférence sont invités à se manifester auprès du secrétariat.

Mme Lazarova Trajkovska indique que le séminaire UniDem sur l'annulation des résultats des élections se tiendra les 25-26 avril 2008 à Skopje, et sera destiné avant tout aux juges des cours constitutionnelles et des cours suprêmes compétents en matière de contentieux électoral. Tous les membres de la Commission sont invités à participer à ce séminaire.

Mme Haller informe la Commission que la faculté de droit de l'université de Francfort-sur-le-Main serait intéressée à organiser en avril ou mai 2009 un séminaire sur les droits de l'homme et la souveraineté du peuple. Les membres sont invités à faire part de leurs commentaires sur le thème à traiter.

Mr. Buquicchio informed the Commission that a delegation of the Commission had participated at the 5th Conference of Asian Constitutional Court Judges in Seoul. This network intended to establish itself as the Association of Asian Constitutional Courts and was keen to develop co-operation with the Venice Commission.

21. Dates des prochaines sessions

La Commission confirme la date de sa 73^e session plénière : 14-15 décembre

En outre, la Commission est invitée à prendre note des dates de ses sessions plénières en 2008 :

74 th Session plénière	14-15 mars
75 th Session plénière	13-14 juin
76 th Session plénière	17-18 octobre
77 th Session plénière	12-13 décembre

Les réunions des sous-commissions ainsi que la réunion du Conseil des élections démocratiques auront lieu comme d'habitude la veille des sessions plénières.

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS/MEMBRES

ALBANIA/ALBANIE :	Mr Ledi BIANKU
ANDORRA/ANDORRE :	M. Marc VILA AMIGO
ARMENIA/ARMENIE :	Mr Gagouk HARUTUNYAN
AUSTRIA/AUTRICHE :	M. Christoph GRABENWARTER
AZERBAIJAN/AZERBAIDJAN	Mr Lätif HUSEYNOV
BELGIUM/BELGIQUE :	Mr Jan VELAERS
BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE-HERZEGOVINE	M. Cazim SADIKOVIC
BULGARIA/BULGARIE :	Mr Anton STANKOV (Apologised/Excusé)
CHILE	Mr José Luis CEA EGANA (Apologised/Excusé)
CROATIA/CROATIE :	Mr Stanko NICK
CYPRUS/CHYPRE :	Mr Frixos NICOLAIDES (Apologised/Excusé)
CZECH REPUBLIC/ REPUBLIQUE TCHEQUE :	Mr Myron NICOLATOS
DENMARK/DANEMARK :	Mr Cyril SVOBODA
ESTONIA/ESTONIE :	Ms Elisk WAGNEROVA
FINLAND/FINLANDE :	Mr Jorgen Steen SORENSEN
FRANCE :	Mr Michael Hansen JENSEN
GEORGIA/GEORGIE :	Mr Oliver KASK
GERMANY/ALLEMAGNE :	Mr Kaarlo TUORI
GREECE/GRECE :	M. Jean-Claude COLLIARD (Apologised/Excusé)
HUNGARY/HONGRIE :	M. Olivier DUTHEILLET DE LAMOTHE
ICELAND/ISLANDE :	Mr George PAPUASHVILI
IRELAND/IRLANDE :	Mr Wolfgang HOFFMANN-RIEM
ITALY/ITALIE :	Ms Angelika NUSSBERGER
REPUBLIC OF KOREA/ REPUBLIQUE DE COREE	Ms Kalliopi KOUFA (Apologised/Excusée)
KYRGYZSTAN/KYRGHYZSTAN :	Mr Peter PACZOLAY
LATVIA/LETTONIE :	Mr Hjörtur TORFASON (Apologised/Excusé)
LIECHTENSTEIN :	Ms Herdis THORGEIRSDOTTIR
LITHUANIA/LITUANIE :	Ms Finola FLANAGAN (Apologised/Excusée)
LUXEMBOURG :	Mr James HAMILTON
MALTA/MALTE :	Mr Sergio BARTOLE
MOLDOVA :	Mr Guido NEPPI MODONA
MONACO	Mr Kong-hyun LEE (Apologised/Excusé)
MONTENEGRO	Mr Bohwan HAN
NETHERLANDS/PAYS-BAS :	Ms Cholpon BAEKOVA (Apologised/Excusée)
NORWAY/NORVEGE :	Mr Aivars ENDZINŠ
POLAND/POLOGNE :	Mr Harry GSTÖHL (Apologised/Excusé)
PORTUGAL :	Mr Wilfred HOOP
	Mr Egidijus JARASIUNAS
	Mme Lydie ERR
	Mr Ugo Mifsud BONNICI
	Mr Nicolae ESANU
	M. Dominique CHAGNOLLAUD (Apologised/Excusé)
	Mr Christophe SOSSO
	Mr Srdjan DARMANOVIC
	Mr Peter van DIJK
	Mr Jan HELGESEN
	Ms Hanna SUCHOCKA
	Mme Maria Fernanda PALMA

ROMANIA/ROUMANIE : Mr Lucian MIHAI (Apologised/Excusé)
Mr Bogdan AURESCU (Apologised/Excusé)

RUSSIAN FEDERATION/ FEDERATION DE RUSSIE Mr Valeriy ZORKIN

SAN MARINO/SAINT-MARIN : Mme Barbara REFFI (Apologised/Excusée)

SERBIA / SERBIE Mr Vojin DIMITRIJEVIC (Apologised/Excusé)

SLOVAKIA/SLOVAQUIE :

SLOVENIA/SLOVENIE : Mr Peter JAMBREK

SPAIN/ESPAGNE : Mr Carlos CLOSA MONTERO

SWEDEN/SUEDE : Mr Hans-Heinrich VOGEL

SWITZERLAND/SUISSE : Mme Gret HALLER

**"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"/
"L'EX REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE" :**
Ms Mirjana LAZAROVA TRAJOVSKA

TURKEY/TURQUIE : Mr Ergun ÖZBUDUN

UKRAINE : Mr Serhiy HOLOVATY

**UNITED KINGDOM/
ROYAUME-UNI** Mr Jeffrey JOWELL

COMMITTEE OF MINISTERS/COMITE DES MINISTRES

Ambassador Jacobus van der VELDEN, Permanent Representative of the Netherlands to the Council of Europe

Ambassadeur Américo MADEIRA BÁRBARA, Représentant permanent du Portugal auprès du Conseil de l'Europe

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE/ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr René van der LINDEN, President of the Parliamentary Assembly

Mr Erik JURGENS, Member of the Committee on Legal Affairs and Human Rights

M. Abdülkadir ATEŞ Member of the Committee on Political Affairs

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE/CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE :

Mr Keith WHITMORE, President of the Institutional Committee

Mr Alain DELCAMP, Président honoraire du groupe d'experts indépendants

Mr Richard KITT, Secretary of the United Kingdom delegation to the Congress

EUROPEAN COMMUNITY/COMMUNAUTE EUROPEENNE

Mr. Clemens LADENBURGER, Service Juridique, Commission européenne

OBSERVERS/OBSERVATEURS**ISRAEL/ISRAËL**

Mr Dan MERIDOR, Chairman, the Jerusalem Foundation, Senior Partner, Haim Zadok & Co

MEXICO/MEXIQUE

Ms Maria AMPARO CASAR, Professor

INVITED GUESTS/INVITES D'HONNEUR

BULGARIA/BULGARIE

Mrs Miglena TACHEVA, Minister of Justice (Apologised/Excusée)
M. Boris VELTCHEV, Procureur Général
Mr Evguéni TANCHEV, Juge à la Cour Constitutionnelle

FRANCE

M. Jean-Louis DEBRE, Président, Conseil constitutionnel

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF CONSTITUTIONAL LAW/ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DROIT CONSTITUTIONNEL

M. Didier MAUS, Président, Association internationale de droit international

KAZAKHSTAN

Mr Igor ROGOV, President, Constitutional Council
Mr Kanet SARSEMBAEV, Head of Legal Department, Constitutional Council

MONTENEGRO

Mr Ranko KRIVOKAPIC, President of the Parliament of Montenegro (Apologised/Excusé)

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Mr Ernst HIRSCH BALLIN, Minister of Justice

OSCE

Office for Democratic Institutions and Human Rights/Bureau pour les Institutions Démocratiques et les Droits de l'Homme :

Mr Denis PETIT, Head of the Legislative Support Unit

High Commissioner for National Minorities/Haut Commissaire des minorités nationales

Mr Krzysztof DRZEWICKI
Ms Annalies VERSTICHEL

SWEDEN/SUEDE

Mr Rune LAVIN, President, Supreme Administrative Court

VENICE COMMISSION EXPERT/EXPERT DE LA COMMISSION DE VENISE

Ms Flavia CARBONELL, Centre for Constitutional Studies, Madrid

**UNION OF ARAB CONSTITUTIONAL COURTS AND COUNCILS/
UNION DES COURS ET CONSEILS CONSTITUTIONNELS ARABES**

M. Mohamed ABDEL KADER ABDALLAH, Vice-Président de la Cour suprême constitutionnelle de l'Egypte, Secrétaire Général de l'Union
M. Emad EL-BESHRY, Member of the Commissionary Body of the Supreme Constitutional Court of Egypt

ALGERIA/ALGERIE

M. Boualam BESSAÏH, Président, Conseil constitutionnel
M. Mohammed HABCHI, Membre du Conseil constitutionnel
M. Benzine HELLALI

BAHRAIN/BAHREÏN

Mr Ebraheem Hassan HEMEDAN, President Constitutional Court
Mr Abdullah FULAD, Office Manager

EGYPT/EGYPTE

Mr Maher ABD AL WAHED, President, Supreme Constitutional Court (Apologised/Excusé)

JORDAN/JORDANIE

Mr Foad SWEDAN, President, Supreme Court of Justice (Apologised/Excusé))

KUWAIT/KOWEÏT

Mr Rashed Abd Almohsen ALHAMMAD, Chief Justice

Mr Alascar ABDULLAH, Consul General, Consulate General of Kuwait in Milan

LEBANON/ LIBAN

M. Afif MOKADDEM, Président a.i., Conseil constitutionnel, Président de l'Union

Maître Emile BEJJANI, membre du Conseil constitutionnel

LIBYA/LIBYE

Mr Azzam EDDEEB, Judge, Supreme Court

MAURITANIA/MAURITANIE

M. Taki Ould SIDI, Ancien Ministre, membre du Conseil constitutionnel

Maître Cheikh Ould HINDI, Avocat, membre du Conseil constitutionnel

MOROCCO/MAROC

M. Abdelaziz BENJELOUN, Président, Conseil constitutionnel

M. Abdelahad DEKKAK, membre du Conseil constitutionnel

PALESTINE

Mr Essa ABO SHARAR, Chief Justice

Mr Mahmoud ABU HAMMAD, Deputy Chief Justice

SUDAN/SOUDAN

Mr Abd Allah Al Ameen Al Basheer, President, Constitutional Court (Apologised/Excusé)

TUNISIA/TUNISIE

M. Fathy ABD ALNAZER, Président, Conseil constitutionnel

Mr Kamel CHARFEDDINE,

YEMEN

Mr Essam ABD AL-WAHAB AL SAMAWY, President, Supreme Court

Mr Mohammed Ali ALBADRI

ITALY/ITALIE :

Mr Renato CIANFARANI, Ministry of Foreign Affairs

REGIONE VENETO

M. Diego VECCHIATO, Département des affaires internationales

Ms Alessandra VALERIO, Bureau de la coopération transfrontalière

Ms Donatella CAMPANELLA

SECRETARIAT

M. Gianni BUQUICCHIO
Mr Thomas MARKERT
Ms Simona GRANATA-MENGHINI
M. Pierre GARRONE
Mr Schnutz DURR
Ms Caroline MARTIN
Ms Helen MONKS
Ms Caroline GODARD

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE/ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr David MILNER

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF
EUROPE/CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE
L'EUROPE :**

Ms Lilit NIKOGHOSYAN

INTERPRETERS/INTERPRETES

Ms Maria FITZGIBBON
Mr Derrick WORSDALE
Mr Artem AVDEEV
Mr Vladislav GLASUNOV
Mr Salim GHOSTINE
Ms Chirine HAIDAR